



**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL 2014**

PSB INDUSTRIES

Emballage et chimie de spécialités

Table des matières	
I.	Rapport d'activité 3
	Activité 3
	Résultats 4
	Situation financière 5
	Faits Marquants et Evolution de Périmètre 5
	Perspectives 6
	Parties liées 7
	PSB Industries SA 7
II.	Comptes consolidés résumés 8
	Bilan 8
	Compte de résultat 10
	Etat du résultat global 11
	Variation des capitaux propres 12
	Tableau des flux de trésorerie 13
III.	Annexes aux comptes consolidés résumés 14
	1. Généralités 14
	2. Principes comptables 14
	3. Evolution du périmètre de consolidation 16
	4. Tests de perte de valeur 16
	5. Dividende payé (hors actions propres) 16
	6. Nombre moyen d'actions 17
	7. Détail des autres produits et charges opérationnels 17
	8. Impôts 18
	9. Information sectorielle 18
	10. Parties liées 20
	11. Dettes financières et instruments financiers 21
	12. Evénements postérieurs à la clôture 21
IV.	Organes de contrôle et attestation 22
V.	Attestation du responsable du rapport financier 23

I. Rapport d'activité

Activité

En M€	S1 2014	S1 2013	S1 2014/S1 2013 tcc*
Emballage Cosmétique Parfumerie	85,3	89,6	- 3,8 %
Emballage sur Mesure	23,5	24,0	- 1,9 %
Chimie de Spécialités	21,9	23,3	- 4,5 %
Total	130,8	136,9	- 3,6 %

* tcc : taux de change constant 2013

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PSB Industries s'élève à 130,8 M€ pour le premier semestre 2014. L'activité est satisfaisante et a été marquée par une évolution prévue des programmes de livraison aux clients récurrents qui profitera au Groupe durant le deuxième semestre. Ce bon niveau d'activité est en ligne avec les prévisions et est à comparer à un S1 2013 record qui avait bénéficié de nombreux lancements en 2012 et en début d'année.

Le chiffre d'affaires du Pôle **Emballage Cosmétique Parfumerie**, qui s'établit à 85,3 M€, en baisse de 3,8% à tcc, a été affecté par un marché américain moins dynamique que l'année précédente. Sur la période, le groupe bénéficie de la montée en puissance de développements majeurs, principalement pour Chanel, LVMH (Dior), Coty ou encore Clarins, et de la forte progression de ventes de moules sur le deuxième trimestre. Il continue également à travailler à la mise au point de plusieurs lancements de nouveaux produits, grâce à l'excellence industrielle et à sa cellule innovation récemment créée. L'activité est soutenue sur les marchés Luxe & Beauté et Industrie, avec un portefeuille d'affaires robustes assurant un bon développement d'affaires pour les trimestres prochains.

Le chiffre d'affaires du Pôle **Emballage sur Mesure** s'établit à 23,5 M€. L'activité est en croissance de plus de 2% après retraitement de l'effet de base défavorable lié aux arbitrages commerciaux volontaires initiés en 2013 qui permettront une amélioration de la rentabilité. Le pôle a travaillé activement sur de nouveaux développements qui seront commercialisés au cours du S2, en particulier sur les secteurs Santé & Hygiène, véritable relais de croissance, et Agroalimentaire, qui reste sensible à la consommation. L'activité retrouve progressivement de bons niveaux et une dynamique porteuse, notamment avec Bonduelle ou Mix Buffet, après un exercice 2013 complexe.

Le Pôle **Chimie de Spécialités** enregistre un chiffre d'affaires de 21,9 M€, contre un premier semestre 2013 historique à 23,3 M€. Hors cet effet de base, le pôle a été affecté pour près de 1 M€ par des effets de change négatifs, en particulier sur les marchés américain et asiatique sur lesquels il développe une activité significative. Avec des positions solides sur les marchés Eclairage & Industries de pointe (polissage de précision, horlogerie, additifs et batteries...) pour lesquels une partie des

livraisons a été décalée au second semestre, le Pôle démarre des nouvelles applications telles que le marché du saphir, avec un niveau de commandes satisfaisant et en croissance pour l'exercice 2014.

En termes de répartition de la performance opérationnelle par Pôle, les Pôles Emballage Cosmétique Parfumerie (Résultat opérationnel en retrait de 1,1 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2013) et Chimie de spécialité (Résultat opérationnel en retrait de 0,5 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2013) sont en retrait, le Pôle Emballage sur Mesure lui est en forte progression de 0,5 M€ par rapport à la même période l'année précédente.

Le Pôle Emballage Cosmétique Parfumerie a été affecté au cours du premier semestre pas ses activités nord-américaines principalement chez le partenaire le plus important et en particulier l'unité de production mexicaine dédiée au marché cosmétique nord-américain. L'impact des activités nord-américaines sur la rentabilité du pôle par rapport au 1^{er} semestre 2013 s'élève à -0,9 M€.

Le pôle Chimie de Spécialités a vu son mix affaires du 1^{er} semestre évoluer entraînant des consommations matières moins importantes, amplifiées par des renégociations du prix des matières premières et consommables permettant une hausse de la Marge Brute (Chiffre d'affaires – Matières premières et sous-traitance). Ces bonnes performances n'ont néanmoins pas complètement compensées la baisse de la production liée à une gestion stricte des stocks de produits finis, une moindre demande client et un recours accru à la sous-traitance dans le cadre du marché du saphir industriel pour la téléphonie.

Le pôle Emballage sur mesure a significativement amélioré sa marge brute grâce au repositionnement commercial opéré en 2013 et l'arrêt de produits trop faiblement rentables (arrêt de 1 M€ de chiffres d'affaires sur la période). Par ailleurs au cours du 1^{er} semestre le pôle a bénéficié d'un impact matière première favorable ainsi que de gains de productivité au sein des ateliers d'extrusion en amont de la chaîne de valeur.

Résultats

Le résultat opérationnel du groupe s'établit à 10,7 M€ au 30 juin 2014 et représente 8.2% du chiffre d'affaires (8.5% au 30 juin 2013) malgré un repli de l'activité de 4.5% sur la même période à taux de change réel.

Cette performance a été possible grâce au maintien de la marge opérationnelle¹ au cours du premier semestre à 20.6% contre 20.8% au cours du 1^{er} semestre 2013. Une gestion rigoureuse des différents postes de charges de production (énergie, entretien,...) ainsi qu'une utilisation moindre de l'intérim ont permis de compenser l'impact de la baisse d'activité sur les coûts fixes de production.

Le groupe a souhaité maintenir ses efforts de Recherche et Développement au cours du 1^{er} semestre 2014 en maintenant en valeur absolue le budget qu'il y consacre 2.2 M€ ont ainsi été dédiés à la Recherche et Développement (2.4 M€ au cours du 1^{er} semestre 2013), soit 1.7% du chiffre d'affaires. Les charges commerciales et de structure se sont inscrites en baisse de 3.0% par rapport à la même période l'année dernière.

Le coût net de l'endettement financier s'inscrit en baisse sensible de 28.4%, baisse directement

¹ Marge Opérationnelle : Chiffre d'affaires – coût des ventes

² Besoin en Fonds de Roulement Opérationnel : Clients+ Stocks et en-cours – Fournisseurs et autres créditeurs

³ Cf. article 222-6 du règlement de l'AMF. Par ailleurs, les principales incertitudes pour les 6 mois restant de

corrélée à la baisse de l'endettement net du groupe au cours de la période par rapport au 1^{er} semestre 2013 d'une part et à l'arrivée à maturité de prêts à taux fixes élevés d'autre part.

La taux d'impôt effectif s'élève à 37.5% au 1^{er} semestre 2014, contre 34.9% au cours de la même période l'année précédente. Cette hausse du taux d'impôts est liée principalement à la nouvelle taxe sur les dividendes qui a représenté 0.15 M€ au cours de la période.

Situation financière

Les capitaux propres du groupe s'établissent à 101.2 M€ au 30 juin 2014 en augmentation de 3,5 M€ par rapport au 31 décembre 2013. Au cours du 1er semestre 2014, le solde du dividende 2013 a été versé avec un impact de 3.1 M€.

La dette financière nette du groupe s'établit au 30 juin 2014 à 62.0 M€ en baisse de 3.6 M€ par rapport au 31 décembre 2013, et de 19.6 M€ par rapport au 30 juin 2013. Le ratio Dette Nette/Capitaux Propres ressort à 0.61 au 30 juin 2014.

Le Besoin en fonds de roulement opérationnel² s'élève à 54.8 M€ au 30 juin 2014, en amélioration de 11.3 M€ par rapport au 30 juin 2013 et en retrait compte tenu de la saisonnalité de 3.2 M€ par rapport au 31 décembre 2013. Le Besoin en fonds de roulement opérationnel s'établit à 74 jours et montre une situation maîtrisée. L'amélioration porte principalement sur les postes Clients et Stocks.

Le flux de trésorerie d'exploitation généré sur le 1er semestre 2014 est de 14.2 M€ (19.7 M€ au 1er semestre 2013). Le 1er semestre 2014 a été affecté par un décaissement d'impôts important en augmentation de 2.2 M€ par rapport au 1er semestre 2013.

Le groupe ayant maintenu son programme d'investissement, le flux de trésorerie d'investissement s'établit à -4 M€ en augmentation de 1.1 M€ par rapport au 30 juin 2013. Les investissements concernent principalement les Pôles Emballage Cosmétique Parfumerie et Emballage sur Mesure.

Au cours du 1er semestre 2014, le groupe a versé 5.0 M€ de dividendes et a réduit sa dette financière brute de 4.6 M€. Le flux net de trésorerie ressort au 30 juin 2014 à -11.1 M€.

La variation de Trésorerie du groupe au 30 juin 2014 s'établit donc à -0.9 M€.

Faits Marquants et Evolution de Périmètre

Evolution de la gouvernance

Une recomposition du conseil d'administration a été approuvée par l'Assemblée Générale du 27 mai 2014. Le conseil est désormais composé de 9 membres, dont quatre administrateurs indépendants nouvellement désignés.

La composition du conseil d'administration depuis le 27 mai 2014 est la suivante :

² Besoin en Fonds de Roulement Opérationnel : Clients+ Stocks et en-cours – Fournisseurs et autres crédateurs

- Monsieur Olivier Salaun dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2014,
- Monsieur Alain Wirth dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2014,
- Monsieur François-Xavier Entremont dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2015,
- la société MAJEST, représentée par Monsieur Julien Cachat, dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2016,
- la société PROVENDIS, représentée par Monsieur Stéphane Rosnoblet, dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2019,
- Madame Claire Fosse (administrateur indépendant) dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2019,
- Madame Carine Salvy (administrateur indépendant) dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2019,
- Monsieur Gérard Séguret (administrateur indépendant) dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2019,
- Monsieur Cyril de Mont-Marin (administrateur indépendant) dont le mandat expire à l'issue de l'approbation des comptes 2019.

Lors du conseil d'administration du 27 mai 2014 Monsieur Olivier Salaun a été renouvelé dans ses fonctions de Président Directeur Général de PSB Industries SA.

Renforcement de l'équipe de direction

Le groupe PSB a renforcé ses équipes de direction au cours du premier semestre 2014. Madame Sandra Hong et Monsieur Rémi Weidenmann ont rejoint le Comité Exécutif du groupe PSB en tant que respectivement Directrice des Ressources Humaines Groupe et Directeur Financier Groupe.

Emission de BSAANE

Le conseil d'administration du 6 février 2014, conformément à la délégation de compétence que lui a conféré l'assemblée générale du 27 mai 2013 a décidé d'émettre des Bons de Souscription et/ou d'Acquisition d'Actions Nouvelles et/ou Existantes. Dans ce cadre la société a émis 3 000 bons au profit de Monsieur Olivier Salaun au prix de souscription de 2.07 € le bon. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action PSB au prix de 34.53 euros l'action. Les bons sont exerçables jusqu'au 31 décembre 2017 pour 1 500 à compter du 1^{er} août 2015 et pour 1 500 à compter du 1^{er} août 2016.

Arrêt de l'activité de Lecot

La société Lecot SAS, société française opérant à Cran Gevrier en Haute-Savoie, filiale détenue à 100% par le groupe PSB dont l'activité principale était la fabrication de moules à injection a cessé son activité au cours du 1^{er} trimestre 2014. Cette entité ne représentait pas une activité ou une zone géographique principale ou distincte.

Perspectives³

Le portefeuille de commandes et les différents projets en cours de développement devraient permettre une activité au deuxième semestre en ligne avec l'évolution du premier semestre 2014.

³ Cf. article 222-6 du règlement de l'AMF. Par ailleurs, les principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice sont les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel 2013. Les risques inhérents à chaque métier du groupe sont décrits dans le rapport financier 2013.

Le groupe continuera à bénéficier au cours du deuxième semestre des différentes initiatives d'amélioration lancées en 2013, permettant à celui-ci de confirmer l'objectif de résultat opérationnel supérieur à 8%.

La situation financière déjà robuste devrait continuer à se renforcer.

Le Groupe PSB Industries continue la mise en oeuvre de son plan Ambition 2020 pour assurer sa croissance profitable et la satisfaction de ses clients. Grâce à l'innovation, l'excellence industrielle et le développement du capital humain, il travaille sur le déploiement, en France et à l'international, de ses positions sur ses marchés stratégiques :

- Luxe & Beauté
- Santé & Hygiène
- Agroalimentaire & Distribution
- Eclairage & Industries de pointe

Le groupe a signé le 23 juillet 2014 un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la société C+N Packaging, Inc. (USA) et l'ensemble de ses filiales. La finalisation de cette acquisition est soumise à la levée des conditions suspensives usuelles et devrait, le cas échéant, être définitive au cours du 3^{ème} trimestre 2014.

Parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent les relations avec les sociétés Baikowski Japan Corp., Baikowski Korea Corp. et Alko. Ces sociétés, toutes partenaires du pôle de chimie de spécialités, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées consistent en des opérations de ventes et d'achats réalisées au prix de marché et sont détaillées dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés résumés.

PSB Industries SA

Au 30 juin 2014, le chiffre d'affaires de PSB Industries SA est de 1.9 M€. Le résultat financier est de 5.5 M€. Il inclut, à hauteur de 5.3 M€ les dividendes versés par les filiales sur leur résultat du 31 décembre 2013.

Le résultat net atteint 5.1 M€, après prise en compte d'une charge d'impôt de 0.3 M€.

II. Comptes consolidés résumés

Bilan

Actif (en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	98 588	102 450
Ecart d'acquisition	28 907	28 818
Immobilisations incorporelles	959	1 052
Immobilisations mises en équivalence	3 298	3 183
Immobilisations financières	1 256	1 343
Instruments financiers dérivés long terme	-	-
Impôts différés actifs	4 351	3 724
Total actifs non courants	137 359	140 570
Actifs courants		
Stocks	40 440	37 820
Clients et comptes rattachés	46 456	38 748
Créances d'impôt courant	2 787	1 882
Autres créances	6 543	6 648
Instruments financiers dérivés court terme	19	191
Trésorerie et équivalents	9 389	10 275
Total actifs courants	105 634	95 564
Total de l'actif	242 993	236 134

Passif (en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Capitaux propres		
Capital social	7 350	7 350
Primes	10 128	10 122
Réserves	77 743	68 190
Ecart de conversion	-114	-485
Résultat de l'exercice	6 133	12 605
Total capitaux propres	101 240	97 782
Passifs non courants		
Dette financière long terme	35 868	35 190
Instruments financiers dérivés long terme	345	747
<i>Passif financier à plus d'un an</i>	<i>36 213</i>	<i>35 937</i>
Impôts différés passifs	3 812	3 467
Provisions pour retraites et avantages assimilés	7 983	7 692
Total passifs non courants	48 008	47 096
Passifs courants		
Fournisseurs et comptes rattachés	32 019	25 512
Dettes financières à moins d'un an	35 549	40 748
Instruments financiers dérivés court terme	952	752
<i>Passif financier à moins d'un an</i>	<i>68 520</i>	<i>67 012</i>
Dettes d'impôt courant	1 832	1 372
Autres dettes	23 302	22 833
Provisions pour risques et charges courantes	91	39
Total passifs courants	93 745	91 256
Total du passif	242 993	236 134

Compte de résultat

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Chiffre d'affaires	130 769	136 942
Coûts des ventes	-103 894	-108 418
Frais de recherche et développement	-2 228	-2 393
Frais commerciaux et de distribution	-6 086	-6 376
Coûts administratifs	-8 945	-9 124
Autres produits opérationnels	1 239	1 150
Autres charges opérationnelles	-168	-125
Résultat opérationnel	10 687	11 656
Coût net de l'endettement financier	-1 055	-1 473
Autres produits et charges financiers	-206	-149
Impôts	-3 530	-3 506
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	237	224
Résultat net *	6 133	6 752
<small>* attribuable aux propriétaires de la société mère</small>		
Résultat net en € par action	1,67	1,86
Résultat net dilué en € par action	1,67	1,86

Etat du résultat global

Etat du résultat global (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Résultat net	6 133	6 752
Ecart de conversion	373	-176
Couverture de flux de trésorerie	317	559
ID sur couverture de flux de trésorerie	-106	-186
Couverture d'un investissement net en devises	0	72
ID sur couverture d'un investissement net en devises	0	-24
<i>Total des éléments recyclables en résultat</i>	<i>584</i>	<i>245</i>
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	0	0
ID sur écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	0	0
<i>Total des éléments non recyclables en résultat</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total gains et pertes comptabilisés en Capitaux Propres	584	245
Résultat global	6 717	6 997

Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Primes	Titres auto-détenus	Réserves	Gains & pertes comptabilisés en Réserves	Intérêts mineurs	Total
au 1er janvier 2013	7 350	10 122	-867	72 717	242	0	89 564
Acquisition/cession Actions Propres			450				450
Dividendes versés				-2 523			-2 523
Résultat net (Jan-Juin)				6 752		0	6 752
Autres éléments du résultat global					245	0	245
au 30 juin 2013	7 350	10 122	-417	76 946	487	0	94 488
Acquisition/cession Actions Propres			514				514
Dividendes versés							0
Acompte sur dividendes à verser				-1 837			-1 837
Résultat net (Juin-Déc)				5 851		0	5 851
Autres éléments du résultat global					-1 234	0	-1 234
au 31 décembre 2013	7 350	10 122	97	80 960	-747	0	97 782
Augmentation de capital et autres		6					6
Acquisition/cession Actions Propres			-269	115			-154
Dividendes versés				-3 112			-3 112
Résultat net (Jan-Juin)				6 133		0	6 133
Autres éléments du résultat global					584	0	584
au 30 juin 2014	7 350	10 128	-172	84 096	-163	0	101 240

III. *Tableau des flux de trésorerie*

Tableau des flux de trésorerie (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Résultat net	6 133	6 752
Amortissements des immobilisations	8 242	8 546
Dotations nettes aux provisions	229	268
Quote-part dans le résultat des co-entreprises	-237	4
Coût net de l'endettement financier	1 055	1 257
Impôts courants et différés	3 530	3 506
(Plus)/moins-values sur cessions d'actifs	68	-74
Autres variations sans incidence sur la trésorerie	0	0
Variation des besoins en fonds de roulement	-1 786	367
Impôts payés	-3 113	-944
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'exploitation	14 121	19 682
Investissement net d'exploitation	-4 094	-3 109
Variation des créances et dettes sur immobilisations	-183	-44
Investissement/désinvestissement financier net	0	-10
Variation de prêts/cautions	-6	38
Produits financiers de trésorerie	0	2
Dividendes reçus	285	227
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 998	-2 896
Augmentation de Capital et autres	6	0
Actions propres	-152	319
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-4 950	-4 360
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0
Augmentation des passifs financiers	7 695	7 284
Diminution des passifs financiers	-12 541	-16 391
Intérêts versés	-1 055	-1 487
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-10 997	-14 635
Incidence des variations des cours de devises	-12	9
Variation de Trésorerie	-886	2 160
Trésorerie et équivalents en début de période	10 275	8 233
Trésorerie et équivalents en fin de période	9 389	10 393

IV. Annexes aux comptes consolidés résumés

1. Généralités

PSB Industries est une société anonyme de droit français créée en 1905 par les frères Baikowski.

Son siège social est situé à Annecy (BP 22, 74001 Annecy Cedex).

Les titres de la société sont cotés sur Nyse Euronext à Paris, sur le compartiment C.

Les activités du groupe sont décrites dans la section 9 Information sectorielle.

Les comptes consolidés résumés du groupe du 1^{er} semestre ont été arrêtés par le conseil d'administration du 22 juillet 2014.

2. Principes comptables

2.1. Bases de préparation

Les états financiers semestriels résumés portant sur la période de 6 mois du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014 du groupe PSB Industries ont été préparés en conformité avec :

- la norme internationale d'information financière IAS 34 amendée, relative à l'information intermédiaire,
- et les autres normes comptables internationales (constituées des IFRS, des IAS, de leurs amendements et de leurs interprétations) qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 et qui sont disponibles sur le site internet : <http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>.

2.2. Principes comptables

En application de la norme IAS 34 amendée, seules les informations relatives à des événements et transactions importants au regard de la période intermédiaire considérée sont présentées au travers de notes explicatives. A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Au cours de la période, le groupe PSB Industries a adopté les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire pour l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2014, à savoir :

- IAS 27 révisée : états financiers individuels,
- IAS 28 révisée : participations dans des entreprises associées et des co-entreprises,
- IAS 32 : amendements relatifs à la compensation d'actifs et de passifs financiers,
- IFRS 10 : états financiers consolidés,
- IFRS 11 : partenariats,
- IFRS 12 : informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités,
- IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 : amendements relatifs aux modalités de transition,
- IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 : amendements relatifs aux entités d'investissement,
- IAS 36 : amendements relatifs aux informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers,

- IAS 39 : amendements relatifs à la novation de dérivés et au maintien de la comptabilité de couverture.

Aucun de ces textes n'emporte de conséquences significatives sur le résultat net, la position financière du groupe ou la présentation des comptes et de l'information financière.

Le groupe n'a par ailleurs pas anticipé de normes, d'amendements ou d'interprétations IFRIC dont l'application n'était pas obligatoire au 30 juin 2014, soit parce que ces textes n'avaient pas encore été adoptés en Europe, soit parce que le groupe n'a pas décidé de les appliquer par anticipation. Ces textes sont les suivants :

- Annual improvements (textes publiés par l'IASB le 12 décembre 2013) : améliorations annuelles portées à différentes normes,
- IAS 19 : amendements relatifs aux contributions des employés,
- IAS 16 et IAS 38 : amendements relatifs aux méthodes d'amortissement acceptables,
- IFRS 9 : norme relative aux instruments financiers devant progressivement remplacer les dispositions d'IAS 39,
- IFRS 11 : amendements relatifs à l'acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe,
- IFRIC 21 : taxes (« Levies »).

Le groupe n'est pas à ce stade concerné par ces textes ou n'anticipe pas d'incidences significatives sur les comptes des prochains exercices.

A l'exception du nombre de jours travaillés qui est supérieur au premier semestre, le groupe n'a pas constaté de variations saisonnières significatives sur ses activités qui pourraient sensiblement affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. L'activité reste néanmoins dépendante de la demande client qui peut varier d'un semestre à l'autre.

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt est calculée en appliquant au résultat comptable de la période, société par société, le taux moyen annuel d'imposition estimé pour l'année fiscale en cours. Les montants définitifs pourraient être différents de ces estimations.

2.3. Règles et méthodes d'estimation

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 ont été préparés selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement. La méthode du coût d'acquisition est appliquée pour tous les actifs à l'exception des actifs financiers et des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur.

À l'exception des passifs de transaction et des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti.

L'élaboration des états financiers conformément aux normes IFRS requiert l'utilisation d'un certain nombre d'estimations comptables, lesquelles comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude. Les principales sources d'estimation et de jugement comptable significatifs sont les mêmes que celles identifiées lors de la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 et concernent les dépréciations de goodwill et de stock, les impôts différés et les pensions.

Les états financiers consolidés semestriels résumés du groupe sont présentés en milliers d'euros,

sauf mention contraire.

3. Evolution du périmètre de consolidation

Il n'y a pas eu d'évolution du périmètre au cours du premier semestre 2014. L'activité de la société Lecot SAS, qui ne représente pas une ligne d'activité significative et qui est incluse dans le pôle Emballage cosmétique parfumerie, a été arrêtée le 6 mars 2014.

4. Tests de perte de valeur

Les tests de valeur sont réalisés annuellement (au 31 décembre) sur les unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont affectés les écarts d'acquisition, et lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au 30 juin 2014, le groupe n'ayant pas constaté d'indice de perte de valeur, il n'a pas été réalisé de test de dépréciation intermédiaire.

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Ecarts d'acquisition bruts	28 907	28 818
Dépréciation / Perte de valeur	0	0
Ecarts d'acquisition nets	28 907	28 818

5. Dividende payé (hors actions propres)

Dividendes versés	en €/action	en milliers euros
Au 30 juin 2013		
Dividende versé au titre de l'exercice 2012	1,20	4 410
dont acompte déjà constaté en dette au 31 déc. 2012*	0,50	1 838
* versé le 10 janvier 2013		
Au 31 décembre 2013		
Dividende total versé au titre de l'exercice 2012	1,20	4 410
dont acompte déjà constaté en dette au 31 déc. 2012**	0,50	1 838

* *versé le 10 janvier 2013

Au 30 juin 2014

Dividende versé au titre de l'exercice 2013	1,35	4 948
dont acompte déjà constaté en dette au 31 déc. 2013***	0,50	1 832

*** versé le 10 janvier 2014

Le dividende brut approuvé lors de l'assemblée du 27 mai 2014 statuant sur les comptes 2014 s'élève à 1.35 € par action. Un acompte sur dividende a été mis en paiement le 10 janvier 2014, le solde a été versé le 5 juin 2014.

6. Nombre moyen d'actions

Nombre moyen d'action (unité)	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Nombre moyen d'actions émises	3 675 000	3 675 000	3 675 000
Nombre moyen d'actions propres	11 187	30 219	42 392
Nombre moyen d'actions	3 663 813	3 644 781	3 632 608
Bons de souscription d'actions	3 000	0	0
Autres options de souscription d'actions	0	0	0
Nombre total moyen d'actions diluées	3 666 813	3 644 781	3 632 608

Le nombre moyen d'actions propres s'élève à 11 187 sur le premier semestre 2014, à 30 219 sur le premier semestre 2013 et à 42 392 sur l'année 2013. Ce chiffre est utilisé pour déterminer le résultat net par action.

7. Détail des autres produits et charges opérationnels

7.1 Détail des autres produits

Détail des Autres produits (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Cession d'actifs	45	143
Crédit d'impôt recherche	485	450
Crédit d'impôt compétitivité et emploi	606	454
Autres	103	103
Total	1 239	1 150

7.2 Détail des autres charges

Détail des Autres Charges (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Litige		-54
Cession d'actifs	-113	-53
Perte de valeur sur immobilisations corporelles		0
Autres	-55	-17
Total	-168	-125

8. Impôts

Charge d'impôts (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Impôts exigibles	-3 972	-3 742
Impôts différés	442	236
Total impôts	-3 530	-3 506

9. Information sectorielle

Le groupe est organisé, pour les besoins du management, en secteurs d'activité déterminés en fonction de la nature des produits et services rendus, et compte les trois secteurs opérationnels suivants :

- l'activité chimie de spécialités (Baikowski) spécialisée dans la production de poudres et de

formulations liquides à base d'alumine ultra-pure,

- l'activité emballage cosmétique parfumerie (Texen) spécialisée dans l'injection plastique et le parachèvement dédiés principalement au secteur de la cosmétique parfumerie,

- l'activité emballage sur mesure (CGL Pack) spécialisée dans la conception et la fabrication d'emballages thermoformés sur mesure pour des produits de grande consommation.

Aucun de ces secteurs opérationnels, considérés comme devant être présentés, ne résulte de regroupement de secteurs opérationnels.

Le management contrôle les résultats opérationnels des secteurs d'activité de manière distincte, aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources de chacun des secteurs et d'évaluation de ses performances. La performance sectorielle est évaluée sur la base d'un résultat opérationnel, dont la détermination est identique à celle utilisée par les états financiers consolidés (i.e. IFRS).

Les transactions inter-secteurs sont peu significatives, et les prix de transfert entre les segments d'activité sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

Secteurs Opérationnels en milliers d'euros	Emballage cosmétique parfumerie	Emballage sur mesure	Chimie de spécialités	Autres (*)	Total
Au 30 juin 2014 :					
Indicateurs de résultat					
Chiffre d'affaires	85 343	23 541	21 915	-30	130 769
Dotation amortissements	4 537	1 351	2 177	63	8 128
Résultat opérationnel	6 974	1 503	2 246	-36	10 687
Produit de trésorerie		4		4	8
Coût de l'endettement brut	224	138	431	270	1 063
Résultat avant impôt	6 389	1 337	1 756	-57	9 425
Quote-part de résultat net des SME			237		237
Eléments de Bilan					
Immobilisations corporelles nettes	45 670	18 754	32 749	1 415	98 588
Investissements industriels nets	1 878	1 373	856	-13	4 094
BFR simplifié (**)	33 048	8 327	13 894	-508	54 761
Total bilan	131 776	41 692	59 658	9 867	242 993
Passif courant et non courant	85 337	21 382	31 336	3 696	141 751
Effectifs	917	257	145	7	1 326

Au 30 juin 2013 :

Indicateurs de résultat

Chiffre d'affaires	89 608	24 007	23 346	-19	136 942
Dotation amortissements	4 894	1 339	2 217	96	8 546
Résultat opérationnel	8 095	998	2 710	-147	11 656
Produit de trésorerie	11	0	0	2	13
Coût de l'endettement brut	696	155	332	303	1 486
Résultat avant impôt	7 177	810	2 258	-111	10 134
Quote-part de résultat net des SME			224		224

Eléments de Bilan

Immobilisations corporelles nettes	48 025	18 964	35 304	1 491	103 784
Investissements industriels nets (***)	1 882	3 077	888	-2 694	3 153
BFR simplifié	40 671	9 760	16 266	-611	66 086
Total bilan	140 550	42 855	62 421	8 446	254 272
Passif courant et non courant	97 649	24 277	35 041	2 817	159 784
Effectifs	997	255	148	7	1 407

* éliminations et société-mère

** stocks nets + clients nets - fournisseurs

*** une cession intragroupe de terrain est intervenue au cours du premier semestre 2013. Cela se traduit par un investissement de 2 684 K€ (emballage sur mesure) et une élimination du même montant (autres activités)

10. Parties liées

Les opérations suivantes concernent les relations avec les sociétés Baikowski Japan Corp., Baikowski Korea Corp. et Alko (mises en équivalence). Ce sont des opérations de ventes et d'achats réalisées au prix de marché.

Transactions avec les parties liées (en milliers d'euros)	Période Jan-Juin 2014	Période Jan-Juin 2013
Chiffre d'affaires	3 494	5 450
Achats	1 613	941
Clients	2 918	3 199
Compte courant débiteur	605	605
Fournisseurs et autres créditeurs	548	452

Les opérations réalisées entre les dirigeants, les administrateurs et les sociétés du groupe ne présentent pas un caractère significatif.

11. Dettes financières et instruments financiers

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, principalement l'Euribor pour l'Euro, et le Libor pour l'USD. Lorsque des couvertures de taux transforment le financement à taux variable en taux fixe, l'emprunt est réputé à taux fixe.

Au 30 juin 2014, et après prise en compte des couvertures, la partie à taux fixe des dettes financières s'élevait à près de 100 % contre 82 % au 31 décembre 2013.

Au 30 juin 2014, 2.4 M€ de dettes financières sont assorties de clauses portant sur des ratios financiers calculés en base annuelle au 31 décembre, lesquels sont principalement les suivants : fonds propres/total bilan, endettement net/capacité d'autofinancement et endettement net/fonds propres.

Le groupe est en cours de restructuration de son endettement afin de bénéficier :

- de lignes de financement confirmées utilisables par billet de trésorerie sur une maturité comprise entre 3 et 5 ans en substitution de lignes de découvert non confirmées,
- de lignes de préfinancement sur une maturité de 12 à 18 mois dédiées aux opérations de croissance externe.

A la date de l'établissement de ce rapport, le groupe a obtenu l'accord formel de plusieurs établissements bancaires à hauteur de 6.7 M€ pour la mise en place de lignes de financement confirmées utilisables par billets de trésorerie sur une maturité comprise entre 3 et 5 ans et de 17.5 M€ pour la mise en place de lignes de préfinancement sur une maturité de 12 à 18 mois dédiées aux opérations de croissance externe. Ces engagements viennent s'ajouter aux financements moyen terme en vigueur.

Le groupe continue ses discussions afin de compléter cette structure de financement et permettre au groupe de disposer ainsi d'une liquidité significativement allongée.

Les instruments dérivés (taux et change) sont évalués à leur juste valeur au bilan pour un montant de 19 milliers d'euros à l'actif et 1 297 milliers d'euros au passif. Une charge de 191 milliers d'euros a été comptabilisée en résultat et une amélioration de 210 milliers d'euros en capitaux propres.

12. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture du 1^{er} semestre 2014.

Le groupe a signé le 23 juillet 2014 un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la société C+N Packaging, Inc. (USA) et l'ensemble de ses filiales. La finalisation de cette acquisition est soumise à la levée des conditions suspensives usuelles et devrait, le cas échéant, être définitive au cours du 3^{ème} trimestre 2014.

V. *Organes de contrôle et attestation*

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société PSB Industries, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Principes comptables » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés, qui décrit les nouvelles normes, amendements et interprétations que votre société a appliqués à compter du 1^{er} janvier 2014.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Annecy-le-Vieux et Paris-La Défense, le 23 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

Mazars
Bruno Pouget Alain Chavance

Ernst & Young et Autres
Henri-Pierre Navas

VI. *Attestation du responsable du rapport financier*

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Annecy, le 23 Juillet 2014

Le Président Directeur Général
Olivier Salaun